

§ 2. In afwijking van artikel 63<sup>quater</sup> van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, moet de waarborg waarvan sprake in de artikelen 63, 6<sup>o</sup> en 63<sup>ter</sup>, 3<sup>bis</sup>, van hetzelfde Wetboek worden verstrekt binnen de maand na de inwerkingtreding van dit decreet als de persoon die onderworpen is aan de belasting op de spelen en weddenschappen reeds inleggelden of sommen aangenomen heeft vóór de inwerkingtreding van dit decreet via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,

Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

---

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 208 (2009-2010), nrs. 1 tot 3.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 20 juli 2010.

Besprekking - Stemmingen.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 2692

[C — 2010/31362]

#### 16 JUILLET 2010. — Décret 2010/238 de la Commission communautaire française modifiant le décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur proposition du Membre du Collège en charge de l'Action sociale et de la famille,

Après délibération,

Arrête :

Le membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de présenter, à l'Assemblée de la Commission communautaire française, au nom du Collège, le projet de décret dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Le présent décret transpose partiellement la Directive 2006/123/CE, conformément à son article 44, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

**Art. 3.** A l'article 12, § 2, du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Lorsque le dossier n'est pas recevable le Collège en avertit, dans les quinze jours de sa réception, le demandeur et l'invite à compléter ou corriger son dossier. » sont remplacés par les mots « Dans les quinze jours de la réception de la demande, le Collège avertit le demandeur de la recevabilité ou de la non recevabilité de son dossier et, le cas échéant, l'invite à compléter ou à corriger son dossier. »;

b) un § 3 est ajouté et est rédigé comme suit : « En dérogation au § 2, sur base du dossier administratif, et après avis du Conseil consultatif, le Collège prend sa décision, en ce qui concerne les résidences-services, dans un délai maximum de 3 mois à dater de la recevabilité du dossier, quant à l'octroi ou au refus d'accord de principe. »

**Art. 4.** Dans l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 9<sup>o</sup> Un rapport du service régional d'incendie datant de moins de 6 mois au moment de l'introduction de la demande et en tous les cas, postérieur à tous travaux d'extension ou de rénovation subis par l'immeuble. »;

b) un point 10<sup>o</sup> est ajouté et est rédigé comme suit : « 10<sup>o</sup> Une attestation du bourgmestre de la commune postérieure au rapport visé au 9<sup>o</sup> et certifiant que l'établissement résidentiel répond aux normes de sécurité incendie. »

**Art. 5.** A l'article 15 du même décret, les mots « Lorsque le dossier n'est pas recevable, le Collège en avertit, dans les quinze jours de sa réception, le gestionnaire et l'invite à compléter ou corriger son dossier. » sont remplacés par les mots « Dans les quinze jours de la réception de la demande, le Collège avertit le demandeur de la recevabilité ou de la non recevabilité de son dossier et, le cas échéant, l'invite à compléter ou à corriger son dossier. »

**Art. 6.** Dans l'article 18, 1<sup>er</sup> alinéa, du même décret, les mots « Au plus tard 15 jours avant l'expiration de l'agrément provisoire ou de l'agrément spécial provisoire, sur base du rapport établi suite à l'inspection et après avis du Conseil consultatif, le Collège statue sur l'octroi à l'établissement résidentiel d'un agrément ou d'un agrément spécial provisoire, sur base du rapport établi suite à l'inspection et après avis du Conseil consultatif, le Collège statue sur l'octroi à l'établissement résidentiel d'un agrément ou d'un agrément spécial. » sont remplacés par les mots « Au plus tard 15 jours avant l'expiration de l'agrément provisoire ou de l'agrément spécial provisoire, sur base du rapport établi suite à l'inspection et après avis du Conseil consultatif, le Collège statue sur l'octroi à l'établissement résidentiel d'un agrément ou d'un agrément spécial provisoire. »

**Art. 7.** A l'article 22 du même décret, est inséré un paragraphe 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis : la décision de retrait d'agrément est notifiée sans délai au bourgmestre et au Président du C.P.A.S. de la commune où se situe l'établissement.

Le Collège veille à l'accompagnement de l'évacuation et du relogement des résidents afin qu'il se déroule dans les meilleures conditions possibles. »;

**Art. 8.** A l'article 29 du décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° Uniquement en ce qui concerne le service d'accueil de jour, un rapport du service régional d'incendie datant de moins de 6 mois au moment de l'introduction de la demande et en tous les cas, postérieur à tous travaux d'extension ou de rénovation subis par l'immeuble; »;

b) Il est ajouté un point 6°bis rédigé comme suit : « 6°bis Uniquement en ce qui concerne le service d'accueil de jour, une attestation du bourgmestre de la commune postérieure au rapport visé au 6° et certifiant que l'établissement non résidentiel répond aux normes de sécurité incendie. »

**Art. 9.** A l'article 48, 2<sup>ème</sup> alinéa du même décret, les mots « Le gestionnaire est averti de la plainte et du résultat de l'inspection. » sont remplacés par les mots « Le gestionnaire est averti de la plainte et du résultat de l'inspection selon les modalités fixées par le Collège ».

**Art. 10.** L'article 51 du décret est remplacé par la disposition suivante : « Les accords de principe et autorisations de fonctionnement provisoires obtenus avant l'entrée en vigueur du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées sont maintenus jusqu'à leur terme si celui-ci est inférieur à deux ans après l'entrée en vigueur de ce décret ou pendant deux ans maximum si leur terme est ultérieur ou non défini. Les agréments obtenus avant l'entrée en vigueur du même décret sont maintenus jusqu'à leur terme. »

Bruxelles, le 16 juillet 2010.

Par le Collège :

Le Ministre-Président du Collège,  
Chr. DOULKERIDIS

Le Ministre, Membre du Collège en charge de l'Action sociale et de la Famille,  
E. KIR

## VERTALING

### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 2692

[C — 2010/31362]

### 16 JULI 2010. — Decreet 2010/238 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Op voorstel van het Lid van het College belast met Sociale Actie en Gezin,  
Na beraadslaging,

Besluit :

Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en Gezin wordt ermee belast om op de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie, in naam van het College, het decreet voor te stellen waarvan de tekst volgt :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Dit decreet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2006/123/CE, overeenkomstig zijn artikel 44, § 1, derde lid.

**Art. 3.** Aan artikel 12, § 2 van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Indien het dossier niet ontvankelijk is, dan verwittigt het College hiervan de aanvrager binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan en verzoekt hem om zijn dossier aan te vullen of bij te werken. » worden vervangen door de woorden « Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag, verwittigt het College de aanvrager van de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van zijn dossier en verzoekt hem indien nodig om zijn dossier aan te vullen of bij te werken. »

b) een § 3 wordt toegevoegd en luidt als volgt : « In afwijking van § 2, op basis van het administratief dossier, en na advies van de Adviesraad, neemt het College zijn beslissing, voor wat betreft de serviceflatgebouwen, binnen een maximumtermijn van 3 maanden gerekend vanaf de ontvangst van het dossier, betreffende de toekenning of de weigering van een principeakkoord. »

**Art. 4.** In artikel 14, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 9° wordt vervangen door het volgende : « 9° Een verslag van de gewestelijke dienst voor brandbestrijding dat ten hoogste dateert van 6 maanden op het moment van de indiening van de aanvraag en in elk geval werd uitgereikt na alle uitbreidings- of renovatiewerken ondergaan door het gebouw. »;

b) een punt 10° wordt toegevoegd en luidt als volgt : « 10° Een attest van de burgemeester van de gemeente na het verslag vermeld in 9° en waaruit blijkt dat de residentiële instelling beantwoordt aan de normen van de brandveiligheid. »

**Art. 5.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, worden de woorden « Indien het dossier niet ontvankelijk is, dan verwittigt het College hiervan de aanvrager binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan en verzoekt hem om zijn dossier aan te vullen of bij te werken. » vervangen door de woorden « Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag, verwittigt het College de aanvrager van de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van zijn dossier en verzoekt hem indien nodig om zijn dossier aan te vullen of bij te werken. »

**Art. 6.** In artikel 18, eerste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « Ten laatste vijftien dagen voor de vervaltijd van de voorlopige erkenning of van de voorlopige bijzondere erkenning, op basis van het verslag opgesteld tengevolge van de inspectie en na advies van de Adviesraad, beslist het College over de toekenning aan de residentiële instelling over een voorlopige erkenning of een voorlopige bijzondere erkenning, op basis van het verslag opgesteld tengevolge van de inspectie en na advies van de Adviesraad, beslist het College over de toekenning aan de residentiële instelling over een voorlopige erkenning of een voorlopige bijzondere erkenning. » worden vervangen door de woorden « Ten laatste 15 dagen voor de vervaltijd van de voorlopige erkenning of van de voorlopige bijzondere erkenning, op basis van het verslag opgesteld tengevolge van de inspectie en na advies van de Adviesraad, beslist het College over de toekenning aan de residentiële instelling over een voorlopige erkenning of een voorlopige bijzondere erkenning. »

**Art. 7.** In artikel 22 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 2bis ingevoerd die luidt als volgt :

« § 2bis : de beslissing tot intrekking van erkenning wordt onverwijld bekendgemaakt aan de burgemeester en aan de voorzitter van het O.C.M.W. van de gemeente waar de instelling zich bevindt.

Het College waakt over de begeleiding van de evacuatie en de herhuisvesting van de residenten opdat deze zouden gebeuren in de best mogelijke omstandigheden. »

**Art. 8.** Aan artikel 29 van het decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 6° wordt vervangen door wat volgt :

« 6° Uitsluitend voor wat betreft de dagonthaaldienst, een verslag van de gewestelijke dienst voor brandbestrijding dat ten hoogste dateert van 6 maanden op het moment van de indiening van de aanvraag en in elk geval werd uitgereikt na alle uitbreidings- of renovatiewerken ondergaan door het gebouw »;

b) Er wordt een punt 6°bis toegevoegd dat luidt als volgt : « 6°bis Uitsluitend voor wat betreft de dagonthaaldienst, een attest van de burgemeester van de gemeente na het verslag vermeld in 6° en waaruit blijkt dat de residentiële instelling beantwoordt aan de normen van de brandveiligheid. »

**Art. 9.** In artikel 48, tweede lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « De beheerder wordt ingelicht over de klacht en over het resultaat van de inspectie. » vervangen door de woorden « De beheerder wordt ingelicht over de klacht en over het resultaat van de inspectie volgens de modaliteiten vastgesteld door het College ».

**Art. 10.** Artikel 51 van het decreet wordt vervangen door de volgende bepaling : « De principeakkoorden en de voorlopige werkingsvergunningen die zijn verkregen voor de inwerkingtreding van het decreet van 22 maart 2007 betreffende het te voeren beleid inzake de huisvesting en het onthaal van bejaarden blijven behouden tot aan het verstrijken ervan, indien hun duur korter is dan twee jaar na de inwerkingtreding van onderhavig decreet of gedurende maximum twee jaar indien hun duur langer of onbepaald is. De erkenningen verkregen voor de inwerkingtreding van hetzelfde decreet blijven behouden tot aan het verstrijken ervan. »

Brussel, 16 juli 2010.

Voor het College :

De Minister-Voorzitter van het College,  
Chr. DOULKERIDIS

De Minister, Lid van het College belast met Sociale Actie en Gezin,  
E. KIR